

Services financiers agricoles

Une feuille de route pour faire de la finance inclusive un véritable moteur de développement rural et de sécurité alimentaire

Février 2018

Photo : Karina Turgeon, Sri Lanka



Photo : Karina Turgeon, Haïti

TABLE DES MATIÈRES

Notre expérience : une riche source de connaissances	4
L'agriculture : au cœur des enjeux de développement durable des pays les plus vulnérables	5
Un meilleur accès aux services financiers pour enrayer le cercle vicieux de la sous-performance	5
Quatre perspectives d'analyse	6
1. Le stade de développement du producteur	7
2. La capacité des institutions financières de répondre aux exigences du marché	10
3. La maturité de la chaîne de valeur	12
4. L'environnement d'affaires / les mesures gouvernementales	13
L'action de DID : Une approche séquentielle, qui évolue avec le marché visé	14
1. Dresser un état des lieux	14
2. Optimiser l'adéquation entre le fonctionnement des institutions financières et les compétences des agriculteurs	15
3. Faire progresser le système en renforçant les chaînes de valeur, l'innovation et l'environnement d'affaires	16
En bref	17
Nos apprentissages clés	18
Annexe 1 : Assertions contenues dans le positionnement de DID sur les services financiers agricoles (2010)	20

Notre expérience : une riche source de connaissances

Au fil des années, DID a mené des dizaines de projets d'appui technique en finance rurale, auprès de nombreux partenaires et dans des environnements très diversifiés.

À travers ces diverses interventions, des points communs se dégagent:

- Les producteurs ont des besoins variés qui dépendent de multiples facteurs associés à leur stade de développement ainsi qu'à la maturité de la chaîne de valeur et de l'environnement d'affaires dans lesquels ils s'insèrent;
- Les institutions financières doivent être efficaces et contrôler rigoureusement les risques inhérents à l'offre de services financiers agricoles afin de respecter leur cadre réglementaire et d'assurer leur pérennité;
- Un grand nombre d'acteurs composent le système agricole. Parce qu'ils exercent tous une influence sur le succès et la pérennité des interventions réalisées, ces acteurs doivent faire l'objet d'une étroite coordination.

À partir de ces constats, DID a produit un positionnement institutionnel en 2010¹ dans lequel l'organisation présente sa vision et ses convictions relativement aux bonnes pratiques à mettre de l'avant pour faire de la ressource financière un véritable outil de développement rural. Les principales assertions contenues dans ce document sont présentées en annexe.

Le présent document vient compléter le positionnement de 2010¹ en mettant davantage l'accent sur la séquence à préconiser pour nos interventions. Il s'agit donc d'une feuille de route visant à guider notre action de même que celle de nos partenaires et bailleurs de fonds en vue d'accroître

- la production agricole,
- les revenus qui lui sont associés, et
- le degré de connaissance agricole et financière des acteurs du système.

Tout comme notre positionnement, cette feuille de route mise sur une approche sectorielle visant à structurer le système financier agricole dans son ensemble. L'expérience démontre cependant qu'il n'existe pas une solution unique applicable à toutes les situations : notre feuille de route indique plutôt les paramètres d'intervention souhaitables et susceptibles d'avoir un impact structurant et durable, et ce, en fonction du stade d'évolution du secteur agricole considéré. Notre expérience nous invite aussi à ne pas embrasser trop large, mais à viser plutôt à obtenir rapidement des résultats sur lesquels il sera possible de construire graduellement.

¹ Financement agricole : un puissant outil de contribution à la sécurité alimentaire des populations, 2010 (www.did.qc.ca/media/documents/fr/positionnements/DID-FinancementAgriculture-Novembre2010.pdf)

Photo : Jean Bernard Fournier, Burkina Faso

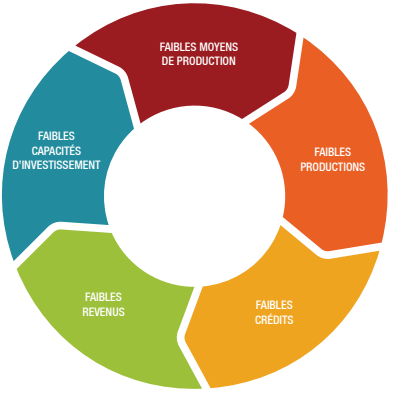
L'agriculture : au cœur des enjeux de développement durable des pays les plus vulnérables

- Dans plus de la moitié des 48 pays considérés comme étant les pays les moins avancés (PMA) du monde par l'Organisation des Nations Unies, l'agriculture représente plus de 20 % du produit intérieur brut (PIB) et dans dix de ces pays, elle représente plus de 40 % du PIB. (FIDA, 2011)
- L'agriculture emploie 1,3 milliard de personnes, dont 97 % vivent dans les pays en développement. Elle est une source de vitalité et de bien-être social dans les communautés rurales et peut réduire l'effet des chocs urbains. (Banque mondiale, 2007)
- La croissance agricole est jusqu'à 3,2 fois plus efficace en matière de réduction de la pauvreté que la croissance non agricole dans les pays à faible revenu. (Christiaensen, Demery et Kuhl, 2010)
- En moyenne, les femmes représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement (en Afrique de l'Ouest, ce taux s'élève à 80 %). Si elles bénéficiaient du même accès aux ressources agricoles que les hommes, leur productivité pourrait augmenter de 20 à 30 %, ce qui pourrait réduire le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde de 100 à 150 millions de personnes. (FAO, 2010-2011)

Un meilleur accès aux services financiers pour enrayer le cercle vicieux de la sous-performance

Pour DID, l'accès aux services financiers agricoles est essentiel à la modernisation des exploitations agricoles et à la hausse de la productivité et des revenus agricoles. Essentiel, en conséquence, à la sécurité alimentaire, à la croissance économique et à la création d'emplois décents, à la lutte à la pauvreté, à l'égalité entre les sexes et à la lutte aux changements climatiques – plusieurs des Objectifs de développement durable portés par les Nations Unies.

Or, l'accès aux services financiers demeure une contrainte majeure pour les producteurs, et tout particulièrement pour les femmes. Leur productivité demeure donc insuffisante et compromet à son tour leur accès aux crédits plus importants dont ils auraient besoin pour investir dans leur développement. C'est ainsi que se perpétue le cycle de l'improductivité².



Pour mettre un terme à ce cercle vicieux, il faut adopter une vision systémique du secteur agricole et voir à en renforcer toutes les composantes.

² Source de la figure : Simpha, Fanny, Le warrantage dans le Sud-Ouest du Burkina Faso : Une pratique adaptée aux besoins des petits producteurs et productrices

Quatre perspectives d'analyse

L'approche préconisée par DID pour renforcer le système financier agricole s'inscrit dans une analyse rigoureuse de l'environnement dans lequel s'inscrivent ses interventions. Pour déterminer le stade d'évolution du secteur considéré, la situation est analysée selon quatre perspectives complémentaires.

Le tableau suivant présente un sommaire des facteurs qui déterminent le degré d'évolution et l'efficacité du système financier agricole, regroupés selon ces quatre perspectives complémentaires.



1

Le stade de développement du producteur

- Maîtrise technique adaptée aux changements climatiques, dans une perspective de développement durable
- Compétences de gestion
- Degré d'organisation et de gouvernance des organisations paysannes ou autres types de regroupements
- Éducation financière

2

La capacité des institutions financières de répondre aux exigences du marché

- Réseau de distribution accessible
- Offre de service adaptée
- Qualité des ressources humaines, bonne connaissance des filières
- Efficience des processus, gestion des risques
- Capacité financière

3

La maturité de la chaîne de valeur

- Accès aux intrants
- Commercialisation (conditionnement et emballage, conservation et entreposage, mise en marché)
- Accès aux marchés de la transformation et de la distribution
- Agrégation adéquate de l'offre et de la demande

4

L'environnement d'affaires / les mesures gouvernementales

- Accès à la terre
- Qualité des infrastructures
- Cadre légal

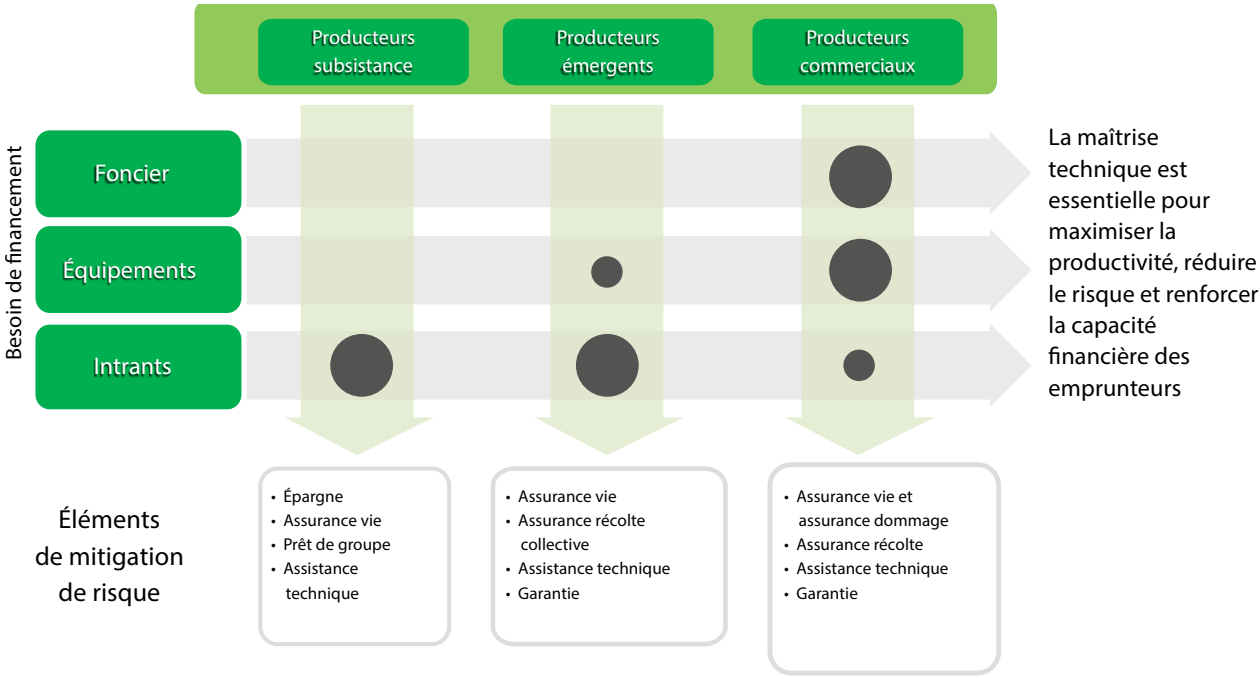


Le stade de développement du producteur

La bonne approche pour le bon segment de clientèle

L'analyse du stade de développement des producteurs est particulièrement importante car les besoins de ces derniers en matière de services financiers et non financiers suivent l'évolution de leurs connaissances techniques, financières et de gestion, leur degré d'organisation et leur productivité. Au fil de cette évolution, leurs capacités se trouvent renforcées, ils représentent un risque moindre pour l'institution financière et voient donc leur accès au financement s'accroître.

Pour répondre adéquatement à leurs besoins, il faut donc mettre à leur disposition une offre graduée de manière à les accompagner à chaque étape de leur parcours. Cette offre devrait inclure non seulement des services financiers, mais également des produits d'assurance (vie, invalidité, récolte) et des services non financiers (accompagnement technique visant à moderniser les pratiques agricoles et améliorer les compétences de gestion des producteurs, éducation financière visant à améliorer leur connaissance des produits financiers et l'utilisation qu'ils en font.)



Il faut mettre à la disposition des producteurs une offre graduée de manière à les accompagner à chaque étape de leur parcours.



Photo : Geneviève Villeneuve Patry, Zambie

- Les producteurs de subsistance³ cultivent principalement pour satisfaire les besoins de leur famille et affichent une capacité financière et de production limitée. Ils doivent pouvoir accéder à des produits d'épargne et d'assurance-vie de base, à des produits de crédit liés à l'achat d'intrants, à un accompagnement technique qui les aidera à faire un bon usage de ces intrants et à des activités d'éducation financière qui les aideront à connaître les produits financiers qui s'offrent à eux et à utiliser adéquatement ceux-ci de manière à éviter le surendettement.
- Les producteurs émergents sont capables de commercialiser leur production et de générer ainsi des excédents financiers qui garantiront le remboursement du crédit. Ils souhaiteront accéder à des prêts liés à l'achat d'intrants, mais également à un équipement plus sophistiqué. Ils demanderont aussi des produits d'assurance-récolte ainsi que des conseils liés à leurs techniques de production et au développement de leur entreprise.
- Les producteurs commerciaux⁴ voient leur production presque exclusivement commercialisée et peuvent ainsi accumuler des biens et des capitaux. Ils devront pouvoir accéder à un financement qui leur permettra d'acquérir des superficies accrues et d'assurer la modernisation continue de leur exploitation. Ils demanderont aussi des produits d'assurance-récolte et d'assurance-dommages ainsi que des services-conseils liés à leurs techniques de production et à la gestion de leur entreprise agricole.

Les producteurs devraient pouvoir progresser d'un stade à l'autre afin d'améliorer leur situation. Cela sous-entend qu'ils devraient pouvoir générer des revenus suffisants et des surplus financiers constants, de manière à avoir les moyens nécessaires pour moderniser leurs techniques de production. Ils induiront ainsi un cercle vertueux qui les mènera vers de meilleures conditions de vie.

Les agriculteurs sont les mieux placés pour faire les choix qui les mèneront vers une productivité et des revenus accrus.

Dans tous les cas, les agriculteurs sont les mieux placés pour faire les choix qui les mèneront vers une productivité et des revenus accrus. Les interventions devraient donc toujours se centrer sur les agriculteurs et être profitables pour ces derniers. C'est à cette condition qu'elles pourront avoir un impact durable et qu'elles contribueront éventuellement à accroître la sécurité alimentaire d'une région.

³ Les cultures vivrières (ou *food crops*) que produit l'agriculture de subsistance sont généralement reconnues comme étant la principale source d'alimentation dans le monde.



Photo : Isabelle Ouellet, Sénégal

⁴ Les cultures de rente (ou *cash crops*) associées à l'agriculture commerciale sont d'importantes génératrices d'emplois et de revenus, mais aussi de capital favorisant l'innovation.

Viser l'inclusion des plus marginalisés

En finance rurale comme dans l'ensemble de ses interventions, DID vise avant tout le « bas de la pyramide », c'est-à-dire la portion de la population qui est le plus susceptible d'être exclue du système financier formel. Dans le cas de la finance rurale, le bas de la pyramide est composé des petits producteurs agricoles (les *smallholders*, qui opèrent le plus souvent sur une base de subsistance), et tout particulièrement des femmes. Néanmoins, pour participer à la construction d'un secteur agricole fort, les interventions de DID prennent en considération toutes les catégories de producteurs, incluant les producteurs émergents et commerciaux.

Les femmes : des actrices essentielles, mais trop souvent privées de ressources

Dans les pays en développement, l'exclusion financière, la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont trop souvent un visage féminin, et ce, malgré la contribution majeure des femmes au développement économique de leur communauté⁵.

En agriculture, on estime que les femmes effectuent les deux tiers des heures travaillées. Il n'est pas rare que les productions gérées par les femmes fournissent les liquidités qui font vivre la famille entre les récoltes des filières plus organisées. Cependant, les femmes ne gagnent que 10 % du revenu qui découle de leur travail et possèdent moins de 2 % des terres (UNIFEM, 2016). Trop souvent, elles n'ont pas accès aux intrants ou aux bons grains dont elles auraient besoin pour produire de façon rentable.

Devant cette inégalité, et considérant que les femmes constituent une force active essentielle au développement agricole et rural, il apparaît primordial de soutenir leur autonomisation

- par l'identification et l'optimisation des filières où elles sont plus susceptibles de se retrouver,
- par des produits financiers adaptés à leurs besoins,
- par un meilleur accès aux innovations pouvant alléger leur travail,
- par l'embauche d'un plus grand nombre de femmes parmi les agents de crédit,
- par la mise en place de mécanismes de distribution de proximité,
- par des programmes et activités de sensibilisation et d'éducation visant à la fois les femmes et les hommes.

Inclure les jeunes, pour soutenir la vitalité rurale et pérenniser l'offre alimentaire

Pour que la production agricole soit viable à long terme, il faut y intéresser les jeunes et donc valoriser le métier d'agriculteur. Et pour ce faire, il faut permettre à ces jeunes de dépasser le stade de production de subsistance en soutenant la création et la formalisation d'entreprises rurales innovantes et productives.

Par ses interventions, DID vise donc à offrir aux jeunes l'accompagnement et les outils dont ils ont besoin pour prendre leur place dans le secteur agricole. Au Cameroun par exemple, DID a travaillé avec un groupe d'institutions de microfinance dans le but d'améliorer l'accès des jeunes promoteurs d'entreprises rurales au financement de moyen et long terme dont ils ont besoin pour aller de l'avant avec leurs projets d'investissement.



⁵ Voir à ce sujet le Cadre de référence de DID sur l'égalité entre les femmes et les hommes (www.did.qc.ca/media/documents/fr/positionnements/cadre-referenc-fr.pdf)

Photo : François Bussièrès, Burkina Faso

La capacité des institutions financières de répondre aux exigences du marché

Arrimer les besoins et les exigences de chaque partie

Le renforcement des institutions financières est crucial puisque celles-ci se trouvent au cœur du système financier agricole. En outre, étant des acteurs du secteur privé, elles font face à un double défi : celui de répondre aux besoins du marché tout en assurant leur pérennité. Elles se montrent donc souvent très réticentes face aux risques communément associés au financement agricole⁶. Leur volonté de s'engager dans ce secteur constitue donc un enjeu important.

Pour cette raison, il est essentiel d'intégrer chez ces institutions une connaissance agronomique qui leur permettra de mieux comprendre les besoins, les contraintes et les risques associés au secteur agricole : coûts de production, taux de productivité, revenu moyen, etc. L'intégration de cette connaissance passe par la formation des agents de crédit, mais également des gestionnaires et dirigeants de l'institution. C'est ce qui rendra possible une véritable adhésion de l'institution en faveur du financement agricole.

Les institutions financières devraient aussi être soutenues par des fonds de garantie, qu'ils soient publics, privés ou, idéalement, sous financement mixte. Il s'agit là d'un incitatif important pour encourager les institutions financières à accroître leur engagement en financement agricole.

Idéalement, les institutions financières devraient pouvoir disposer

- d'un réseau de distribution de proximité, qui soit facilement accessible aux producteurs agricoles;
- d'une offre diversifiée et graduée de produits et services qui réponde aux besoins évolutifs des producteurs et respecte leur cycle de production (par exemple, les prêts devraient être déboursés de manière progressive et leur remboursement devrait pouvoir se faire au moment où la récolte est vendue);

Plusieurs institutions appuyées par DID ont mis en place des produits de financement innovants tels:

- le crédit investissement, qui permet aux agriculteurs d'accéder à des structures d'entreposage appropriées et des équipements de conditionnement permettant une meilleure conservation des aliments;
- le crédit à la commercialisation (aussi appelé crédit « stockage », ou « warrantage »), qui permet aux producteurs de repousser la vente de leur récolte à un moment où ils pourront en tirer un meilleur prix.



Photo : Juan Sebastian Camelo, Colombie

- de processus d'analyse de crédit efficaces, conjugués à des mécanismes rigoureux de gestion des risques agricoles;

En Colombie par exemple, l'introduction d'une expertise agronomique dans les processus de gestion du crédit des institutions financières partenaires de DID a permis de réduire le temps d'analyse des demandes de prêt de l'ordre de 80 % et de réduire le taux de refus de 50 % à moins de 4 % (avec des volumes de prêt comparables).

- de ressources humaines qualifiées, qui possèdent une bonne connaissance technique des cultures financées;
- de systèmes de contrôle efficaces ainsi que de systèmes d'information et autres solutions technologiques performantes;
- d'un accès adéquat aux capitaux et au marché du refinancement (lignes de crédit, fonds de garantie, ressources financières de long terme).

⁶ À ce sujet, il est intéressant de souligner que les prêts agricoles sont aujourd'hui ceux qui représentent le plus bas taux de perte et le plus faible risque dans le portefeuille de crédit du Mouvement Desjardins, notamment grâce au modèle mis en œuvre au Québec afin de partager les risques.



Photo : Karina Turgeon, Haïti

3

La maturité de la chaîne de valeur

Un seul maillon faible accroît le risque associé à toute la chaîne

On ne doit pas perdre de vue que chaque producteur s'inscrit dans une chaîne de valeur plus large, dont tous les maillons jouent un rôle critique dans ses perspectives de développement.

Le risque associé à la chaîne de valeur dépend de la solidité du plus faible de ses maillons. Il faut donc renforcer chacun de ces maillons de telle sorte que le producteur ait accès

- à des intrants de qualité (semences, engrais et pesticides), aux outils et à la machinerie requis,
- aux ressources nécessaires à la commercialisation des denrées produites (conditionnement et emballage, conservation et entreposage, mise en marché),
- aux marchés de la transformation et de la distribution, de manière à pouvoir écouler sa production à un prix intéressant.

Pour assurer la performance globale de la chaîne de valeur, il faut en outre assurer une bonne coordination entre chacun des acteurs qui la composent, de même que la disponibilité du financement tout au long de la chaîne.



À propos du regroupement en associations

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un passage obligé, le regroupement en organisation paysanne ou autre forme d'association permet aux petits producteurs de mieux s'intégrer à la chaîne de valeur et d'y participer plus activement. La mise en place et le renforcement de ces organisations est donc un facteur déterminant de succès, susceptible de favoriser une meilleure agrégation de l'offre et de la demande.

4

L'environnement d'affaires / Les mesures gouvernementales

Mettre en place des conditions favorables à l'épanouissement du système

Les producteurs agricoles, tout comme les institutions financières, évoluent dans un environnement réglementaire qui influence fortement le développement de leurs activités et de leur rentabilité. C'est pourquoi il faut travailler de concert avec les autorités gouvernementales, les banques centrales, les banques de développement agricole et autres structures étatiques afin de favoriser la mise en place d'un cadre légal et de conditions qui soient favorables à ce développement.

Ces conditions incluent

- un accès adéquat à la terre et un régime foncier qui contribue à protéger les droits des producteurs agricoles,
- des infrastructures de qualité (routes et autres infrastructures liées aux transports, infrastructures d'entreposage, accès à l'eau et à l'électricité, télécommunications, etc.),
- la mise à disposition de ressources financières de long terme et de mécanismes de garantie pour les institutions financières,
- des systèmes d'assurance-récolte et d'assurance du revenu visant à atténuer les risques liés aux aléas climatiques et aux fluctuations des prix des denrées, et à sécuriser ainsi le patrimoine des agriculteurs et le portefeuille des institutions financières,
- des politiques qui encouragent l'investissement, l'innovation, la protection de l'environnement et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Photo : Isabelle Ouellet, Mali

L'action de DID

Une approche séquentielle, qui évolue avec le marché visé

1. Dresser un état des lieux

Notre expérience démontre qu'avant d'entreprendre ou même de concevoir toute intervention de développement agricole, il faut d'abord effectuer une analyse préliminaire du système agricole pour établir un état des lieux intégrant les quatre perspectives évoquées plus haut. En effet, si ce système ne présente pas les conditions minimales requises, l'impact et la pérennité de nos interventions risquent d'être compromis. C'est ce qui risque d'arriver, par exemple, si l'on construit un entrepôt sans s'être d'abord assuré de l'existence d'un incitatif financier comme le crédit à la commercialisation⁷. Ou encore, si l'on met en place un système d'irrigation sans valider la disponibilité de semences de qualité; ou si l'on s'engage dans la création d'un programme d'assurance-récolte sans s'assurer d'abord d'un véritable engagement de l'État.

Dans un tel cas, il vaut mieux voir à renforcer d'abord les composantes jugées plus faibles de l'environnement. Si toutefois des interventions doivent être réalisées dans un environnement imparfait, il faut à tout le moins en tenir compte dans la conception de ces interventions.

Le choix des filières auprès desquelles intervenir est déterminant. Trop souvent, ce choix se base sur des critères autres que la productivité et les revenus des producteurs pour se rattacher plutôt à des considérations comme la contribution des filières visées à la sécurité alimentaire, la présence de marchés d'exportation, l'utilisation de la main-d'œuvre, la présence des femmes, des intentions politiques, etc.).

Idéalement, les interventions devraient toucher un nombre limité de filières porteuses. Et à défaut de pouvoir cibler des filières précises, il vaut mieux viser un territoire limité et présentant une certaine homogénéité.

De manière générale, tous les choix peuvent être bons... à la condition d'être en adéquation avec les ressources disponibles.

⁷ Ce produit de crédit encourage les producteurs à attendre le moment propice pour vendre leur récolte afin d'en tirer un meilleur revenu.

Photo : France Hamel, Vietnam



2. Optimiser l'adéquation entre les capacités des institutions financières et les compétences des agriculteurs

Il faut ensuite assurer une bonne adéquation entre le stade de développement des producteurs et la capacité des institutions financières avec lesquelles ils feront affaire. Il s'agit d'une condition essentielle au bon fonctionnement du système agricole.

Historiquement, l'approche de DID pour favoriser le développement agricole et rural a visé plus spécifiquement le renforcement des capacités des institutions financières, et donc de l'offre de services financiers. Au fil de nos partenariats et interventions, nous nous sommes employés à introduire des produits et services diversifiés, renforcer les processus d'analyse de crédit et les mécanismes de gestion des risques agricoles, mettre en place des réseaux de distribution de proximité, favoriser un accès adéquat aux capitaux et au marché du refinancement, etc.

Toutefois, notre expérience nous démontre que ce volet ne constitue qu'une partie de l'équation: c'est un grand pas, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi travailler directement avec les producteurs agricoles, en leur offrant

- des conseils axés sur les techniques de production et la gestion d'une entreprise agricole,
- un accompagnement visant à améliorer leur éducation financière générale et leur compréhension des services financiers qui leur sont offerts,
- un appui à la commercialisation visant à faciliter l'accès aux marchés.

Il est d'ailleurs à l'avantage des institutions financières d'accompagner leurs clients pour en faire de meilleurs emprunteurs et de leur offrir l'accompagnement technique dont ils ont besoin pour devenir de meilleurs producteurs ou, le cas échéant, de meilleurs gestionnaires d'entreprises agricoles. Il s'agit d'un facteur de réduction des risques et de pérennité pour les institutions, en plus d'être une contribution signifiante au développement de leur milieu. Ce volet d'éducation et d'accompagnement peut être offert par les institutions financières elles-mêmes ou par des partenaires externes. Il en va de même pour les programmes visant la protection du patrimoine des agriculteurs, et tout particulièrement pour l'assurance-récolte, qui requiert l'engagement de l'état.

LES LEVIERS D'OPTIMISATION



3. Faire progresser le système en renforçant les chaînes de valeur, l'innovation et l'environnement d'affaires

Après avoir effectué une analyse préliminaire de l'environnement et optimisé l'adéquation entre le fonctionnement des institutions financières et les compétences des agriculteurs, il serait risqué d'arrêter là notre analyse et notre intervention. Pour faire progresser l'ensemble du système, il faut donc aussi renforcer les autres éléments clés que sont les chaînes de valeur, la capacité d'innovation et l'environnement d'affaires.

- **Renforcer et resserrer les maillons de la chaîne de valeur**

La production agricole, bien qu'étant au cœur de la chaîne de valeur, n'est que l'une des activités permettant de satisfaire la demande du consommateur. Comme mentionné plus haut, le producteur agricole doit pouvoir compter sur des intrants de qualité, en quantité suffisante et livrés à temps afin de pouvoir produire des surplus commercialisables sur une base pérenne. Il doit aussi être en mesure d'avoir accès aux marchés et d'obtenir des prix équitables pour sa récolte.

La fluidité du financement tout au long de la chaîne est essentielle à sa performance globale. Par conséquent, l'offre de crédit agricole devrait être complétée par une offre aux entreprises opérant en aval et en amont de l'activité agricole. En outre, pour être efficace, cette stratégie doit permettre une répartition équitable des risques et des revenus à travers la chaîne. Pour cette raison, il est recommandé de faciliter l'émergence d'associations de producteurs agricoles qui permettront d'agréger la demande en intrants et l'offre de produits afin qu'ils participent plus activement au développement de la chaîne de valeur.

L'utilisation d'une approche holistique permet dans les faits de resserrer les maillons de la chaîne de valeur et contribue à réduire le risque global lié à ce secteur par l'élimination des goulots d'étranglement qui nuisent à son efficacité.

- Stimuler l'innovation

L'innovation est une autre condition clé pour faire progresser l'ensemble du système agricole. Il faut donc stimuler à la fois le développement d'innovations, mais aussi leur diffusion et leur adoption par les agriculteurs et tous les acteurs de la chaîne de valeur.

Dans cette perspective, on devrait miser sur les 10 ou 15 % d'agriculteurs qui seront les premiers utilisateurs (*early adopters*) des innovations mises à leur disposition. Ce sont ces leaders qui stimuleront une adoption plus large de ces innovations. Dans la même perspective, il apparaît aussi avantageux de séquencer les innovations afin de respecter ce rythme et cette capacité d'absorption.

Au Burkina Faso, DID a travaillé de concert avec le Centre de recherche en développement international (CRDI), le Réseau des caisses populaires du Burkina (RCPB) et d'autres partenaires pour démontrer qu'une offre de financement spécifique (dans le présent cas, le « crédit à l'intensification de la production agricole », ou CIPA) peut accélérer l'accès au marché et l'adoption à grande échelle d'innovations issues de la recherche.

Les innovations développées dans le cadre du projet tirent entre autres leur succès du fait qu'elles sont étroitement liées à l'itinéraire technique des producteurs agricoles et répondent donc concrètement à leurs besoins en semences, intrants, sacs de conservation, etc.

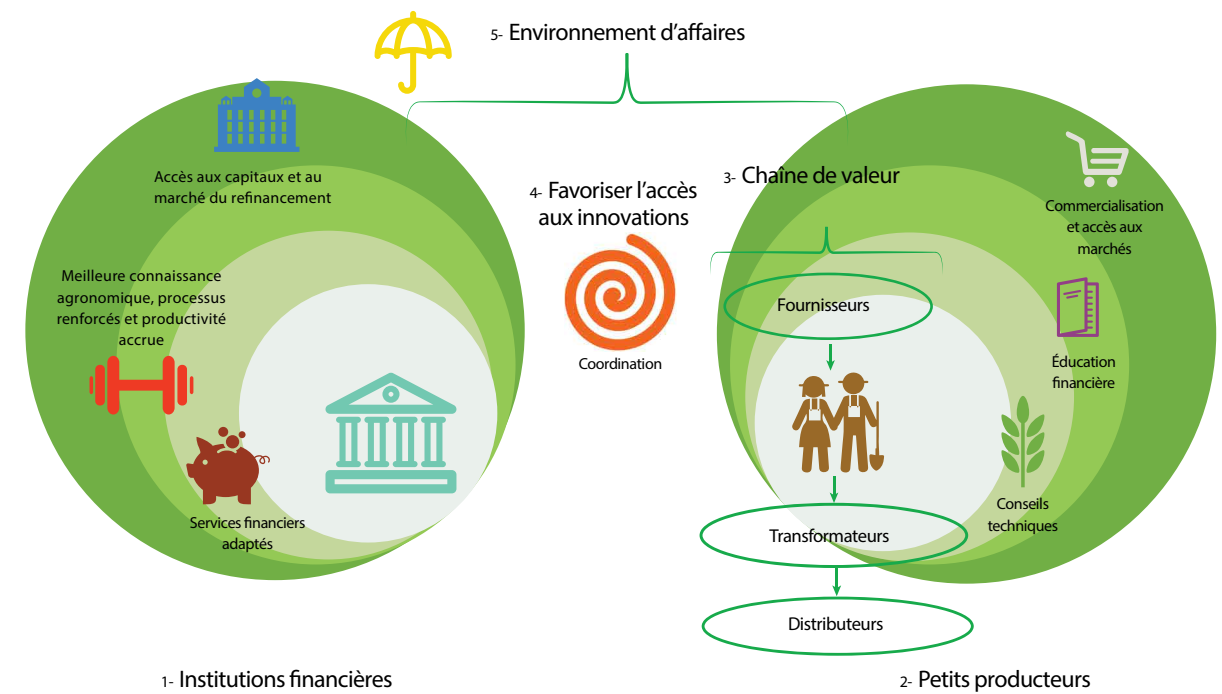
- Renforcer l'environnement d'affaires

Enfin, il importe de renforcer l'environnement d'affaires en appuyant les structures publiques et privées susceptibles d'offrir aux agriculteurs les conditions favorables à leur développement. Ce travail de renforcement devrait se faire de manière continue et suivre l'évolution générale de l'environnement dans lequel opèrent les agriculteurs, les institutions financières qui les servent et l'ensemble des acteurs qui composent le secteur agricole.

Si l'une des composantes énumérées précédemment s'avère trop faible pour soutenir adéquatement le système, il faudra alors compenser cette faiblesse par des activités spécifiques de renforcement, sans quoi le système s'en trouvera fragilisé et déséquilibré⁸.

⁸ Voir à ce sujet la « table d'équilibre » présentée dans le positionnement de DID sur les services financiers agricoles (www.did.qc.ca/media/documents/fr/positionnements/DID-FinancementAgricole-Novembre2010.pdf), p. 4

LES LEVIERS DE PROGRESSION



En bref

En bref, pour avoir un impact significatif et durable, l'accès aux services financiers doit s'inscrire dans un cadre d'analyse et d'intervention plus large, de manière à s'accompagner d'un accès

- à des conseils techniques et à de l'éducation financière auprès des producteurs,
- à des programmes d'assurance qui leur permettront de protéger leur patrimoine et de régulariser leurs revenus,
- à des intrants de qualité, aux ressources nécessaires à une commercialisation efficace et aux marchés de la transformation et de la distribution,
- aux innovations émanant des centres de recherche,
- à la terre, à des infrastructures de qualité et à un cadre réglementaire favorable à leur épanouissement.

L'approche préconisée par DID prend donc en compte toutes les composantes du secteur agricole (producteurs et autres acteurs de la chaîne de valeur, institutions financières et autorités étatiques) et le degré d'évolution de chacune, en priorisant le renforcement des institutions financières et des agriculteurs ainsi que l'adéquation entre ces deux pôles, mais sans toutefois négliger le renforcement des chaînes de valeur et de l'environnement d'affaires, car le bon développement du secteur repose sur l'apport conjugué de chacune de ces composantes.

C'est ainsi qu'on peut amener un rehaussement des rendements et des conditions de vie des producteurs, qui constitueront un nouveau point de départ pour les interventions futures.

Nos apprentissages clés

- Toute intervention liée au développement agricole devrait avant tout **viser l'amélioration de la situation des producteurs agricoles eux-mêmes** : il ne sert à rien de viser la sécurité alimentaire si c'est en passant par une approche non profitable pour les producteurs. Et pour favoriser l'adoption du changement par ces producteurs, il est utile de miser sur une approche consultative et de se rapprocher des "champions", ou leaders de la communauté.
- Bien qu'il faille idéalement un ensemble de conditions gagnantes pour assurer l'impact et la pérennité de nos interventions, il ne faut pas s'empêcher d'avancer si celles-ci ne sont pas toutes réunies. Dans ce cas, il faut **viser des résultats plus modestes**, sur lesquels il sera possible de construire graduellement, à mesure que se renforceront les différentes composantes du système.
- **Le levier des services financiers est un puissant catalyseur** et, bien qu'il ne constitue que l'une des composantes nécessaires au bon fonctionnement du secteur, il peut jouer un rôle majeur dans la coordination et le renforcement des acteurs impliqués.
- L'accès aux services financiers peut aussi jouer un rôle clé dans la diffusion des **innovations** émanant des centres de recherche, et faire ainsi en sorte que les producteurs aient accès à des facteurs de production de qualité, tout au long de la chaîne de valeur.
- La notion de **graduation** est fondamentale : il faut concevoir des interventions **adaptées** au degré d'organisation et de maturité de chacune des composantes du secteur. Cette notion s'applique aussi aux investissements, qui devraient également se faire de manière progressive afin de construire sur les résultats obtenus.
- La **coordination** entre chaque acteur est essentielle, et DID est en mesure de jouer un rôle clé pour connecter entre eux ces acteurs. Vu son importance, cette fonction de coordination devrait être formalisée et pérennisée au moyen d'une prise de relais par un acteur local.
- Une **connaissance approfondie des filières** (de leur rendement, de leurs conditions de succès) est essentielle à un processus d'analyse de crédit efficace et au développement de produits financiers adaptés aux besoins.
- Il est préférable d'intervenir dans un **nombre restreint de filières** qui présentent un bon potentiel de production et de revenus pour les agriculteurs. À défaut de pouvoir cibler des filières précises, il vaut mieux viser un territoire limité et présentant une certaine homogénéité.
- Le **regroupement des producteurs au sein d'associations** est souhaitable car il leur permet de mieux s'intégrer à la chaîne de valeur et d'y participer plus activement.
- L'**octroi de subventions** peut être utile à la progression du système, mais il ne devrait pas s'appliquer aux taux d'intérêt afin d'éviter de créer des distorsions sur le marché.
- Comme pour l'ensemble de nos interventions, il faut **évaluer** de façon précise et rigoureuse les résultats et impacts de manière à pouvoir apporter des correctifs au besoin.
- Le succès des interventions réalisées en milieu agricole devrait se mesurer au moyen de **3 indicateurs cibles** :
 - o l'amélioration de la productivité
 - o l'amélioration des revenus
 - o l'amélioration de la connaissance.



Photo : Jacques Frenette, Colombie



Photo : Oumar Touré, Mali



Photo : Karina Turgeon, Vietnam



Photo : Karine Turgeon, Haïti

ANNEXE 1

Assertions contenues dans le positionnement de DID sur les services financiers agricoles⁹

(publié en 2010)

1

DID reconnaît que l'agriculture est un secteur névralgique dans l'économie de plusieurs pays en développement et croit que le renforcement de ce secteur passe, entre autres choses, par une meilleure accessibilité aux services financiers en zone rurale.

2

DID croit qu'une offre de services financiers visant le développement du secteur agricole doit s'étendre à tous les acteurs de la chaîne de valeur. Ainsi, l'accès à des services financiers doit être favorisé autant pour les producteurs agricoles que pour les entrepreneurs du secteur agroalimentaire, incluant les exportateurs.

3

DID considère que l'accès à des services financiers adaptés doit être accru de manière à supporter le développement du secteur agricole et agroalimentaire, mais reconnaît également que le renforcement des institutions financières, bien qu'essentiel, ne peut à lui seul supporter le développement de ce secteur.

4

DID croit que le renforcement des capacités des entrepreneurs en milieu rural passe par la création de partenariats ou d'alliances avec les acteurs locaux. De plus, DID reconnaît la nécessité d'une implication accrue des institutions financières au sein de ces alliances, notamment en matière de renforcement des capacités de gestion des entrepreneurs. Cette implication accrue passe, entre autres, par la disponibilité d'un personnel qualifié disposé à fournir des conseils appropriés aux emprunteurs.

5

DID reconnaît que sur l'ensemble de la chaîne de valeur, les agriculteurs sont les plus susceptibles de ne pas recevoir un prix suffisant pour leur production. À cet effet, DID favorise toute mesure permettant aux agriculteurs de mieux gérer les risques auxquels ils font face et ainsi obtenir un prix plus juste pour les produits qu'ils mettent en marché : regroupements, stockage, assurances, commerce équitable, etc.

6

DID croit que la responsabilité de l'atténuation des risques liés au secteur agricole doit être partagée entre tous les acteurs du secteur agroalimentaire, mais, plus que tout autre secteur, requiert une forte implication de l'État, tant au niveau législatif que financier.

7

DID croit qu'un mécanisme de fonds de garantie est une mesure qui peut être efficace pour stimuler l'offre de crédit agricole, en autant qu'il respecte la notion de coresponsabilité, qu'il n'engendre pas d'effets de distorsions sur les marchés et qu'il soit accompagné d'une stratégie de professionnalisation des méthodologies d'octroi du crédit.

8

DID croit que les institutions financières ont un pouvoir limité en regard de la préservation de l'environnement, notamment par l'absence d'une réglementation claire et appliquée leur permettant d'introduire le principe d'écoconditionnalité dans l'octroi des crédits. Malgré ceci, DID croit que le pouvoir d'influence des institutions financières est présent et tend à inclure dans ses interventions auprès de ses partenaires, des mesures de sensibilisation à cet effet.

9

DID croit qu'il est essentiel d'être innovateur et de proposer des produits d'épargne accompagnés de modes de distribution qui soient adaptés au contexte rural. Les coupons pour achat d'intrants et l'utilisation du téléphone portable sont des exemples d'innovations qui vont dans ce sens.

10

DID croit que l'encouragement à l'épargne doit précéder la promotion du crédit auprès des populations rurales et parfois se substituer à la promotion du crédit auprès des agriculteurs afin qu'ils puissent autofinancer en partie leurs activités de production.

11

DID considère qu'en matière de financement agricole, le crédit productif est celui qui offre le meilleur potentiel d'amélioration des conditions de vie des ruraux à long terme. En ce sens, DID croit que les institutions financières, pour jouer leur rôle de moteur du développement, doivent promouvoir ce type de financement et inclure dans leur offre de service, des approches éducatives en support à la gestion financière de leurs membres et clients.

12

DID préconise des modalités de financement adaptées au flux de trésorerie des productions agricoles, afin de ne pas créer de pression sur les liquidités de l'emprunteur, en dehors des périodes de vente de la production.

⁹ Financement agricole : un puissant outil de contribution à la sécurité alimentaire des populations, 2010 (www.did.qc.ca/media/documents/fr/positionnements/DID-FinancementAgricole-Novembre2010.pdf)

13

DID croit que l'approche de choix du niveau d'intervention au sein d'une filière est préférable à une approche visant à subventionner les taux pour favoriser l'investissement à la production de manière à pallier à une rentabilité trop faible de l'activité financée. Si l'approche des taux subventionnés est retenue, elle doit être soutenue par d'autres activités structurantes, s'inscrire dans une stratégie de développement spécifique et inclure un mécanisme de sortie.

14

DID considère qu'une connaissance approfondie du secteur agricole et des risques qu'il comporte est requise, afin de gérer adéquatement l'offre de crédit dans ce domaine. C'est pourquoi, DID considère que des ressources spécialisées doivent être dédiées à ce secteur d'activité, lorsque le volume d'affaires le justifie.

15

DID reconnaît que les femmes jouent un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté par leur grande contribution au secteur agricole. DID appuie donc la mise en place de politiques de crédit qui discriminent positivement leur accès aux services, et favorise le développement de produits de crédit qui ciblent les filières dans lesquelles elles évoluent principalement et au niveau des activités qu'elles exercent tout au long de la chaîne de valeur.

16

DID croit que les crédits individuels via des groupes d'emprunteurs conjointement et solidairement responsables, constituent le meilleur moyen pour les producteurs de se bâtir un historique de crédit leur permettant d'accéder éventuellement à des crédits individuels.

17

DID croit qu'en matière de financement agricole, le maintien de services de proximité est essentiel, et la contrainte de coût liée à la distribution de ces services en milieu rural peut trouver sa solution à travers des innovations technologiques mises au service d'un réseau de distribution diversifié.

18

DID recommande une diversification adéquate des portefeuilles de crédit, particulièrement des portefeuilles de crédit agricole qui comportent souvent un niveau de risque supérieur aux autres catégories de crédits.

19

DID recommande de renforcer les mécanismes de transmission des informations dans les réseaux ruraux, parallèlement à l'amélioration des systèmes de gestion de l'information et ce, de manière à en assurer la viabilité.



Photo : France Michaud, Colombie

Photo : Oumar Touré, Mali



Photo : France Michaud, Tanzanie

Développement international Desjardins (DID) est un **leader mondial** dans la prestation de services-conseils et d'assistance technique dans le domaine de la finance inclusive.

Notre compétence repose sur l'expérience plus que centenaire du Mouvement Desjardins, le premier groupe financier coopératif du Canada et le cinquième dans le monde.

Nous nous inspirons des meilleures pratiques expérimentées au fil des collaborations avec nos nombreux partenaires pour appuyer la création, la croissance et le renforcement d'institutions financières de pays en développement et en émergence.

Expert-conseil, opérateur d'institutions et investisseur, DID se distingue par son expertise pointue dans les champs suivants :

- Mobilisation de l'épargne
- Services financiers agricoles
- Solutions technologiques
- Surveillance
- Gestion des risques
- Égalité entre les femmes et les hommes (EFH)
- Financement de l'entrepreneur
- Performance sociale
- Gouvernance
- Investissements

Résolument tourné vers l'avenir, DID met à contribution tous ses talents afin d'élargir l'accès aux services financiers pour les populations des pays en développement. Ensemble, nous créons l'avenir. C'est notre ultime raison d'être.

www.did.qc.ca